

Veille & territoires

#318 - 6 octobre 2022

Action cœur de ville

► Action cœur de ville. Pour la transition écologique

ANCT, octobre 2022. 184 p.

Ce catalogue recense les réalisations emblématiques et bonnes pratiques innovantes des villes Action cœur de ville en matière de transition écologique. Il illustre l'intérêt et la diversité des actions menées localement pour l'écologie du quotidien qui impacte directement le cadre de vie, le bien-être et la santé des habitants.

► Le programme Action cœur de ville. Exercices 2018-2021

Cour des comptes, septembre 2022. 90 p.

Lancé en 2018, le programme « Action cœur de ville » (ACV) vise à donner un nouvel élan aux villes moyennes, et plus précisément à développer l'activité et l'attractivité de leurs centres-villes, confrontés à une dégradation des conditions de logement, au transfert des commerces et des équipements et au départ de leurs habitants vers la périphérie. La Cour formule trois recommandations en faveur d'un suivi exhaustif et régulier des financements consacrés au programme, d'une amélioration des indicateurs et des données relatives à ce programme et d'une meilleure insertion du programme au sein des politiques d'aménagement du territoire.

Aménagement du territoire

► La valeur des territoires hors-jeu. Leçons espagnoles, italiennes et polonaises

Xavier Desjardins, Philippe Estèbe

Edition Puca, septembre 2022. 168 pages. Coll. *Réflexions en partage*

Quelle politique pour les territoires « oubliés » ou « hors-jeu » ? Dans cette recherche, il ne s'agit pas de mesurer l'intensité de l'oubli ou des difficultés de différents territoires par rapport à une hypothétique « norme » territoriale nationale. Cette recherche vise à analyser les processus socio-politiques de construction des discours sur les fractures territoriales à l'échelle des Etats et à comparer les remèdes que la puissance publique souhaite consacrer à la résorption de celles-ci. En Italie, en Espagne et en Pologne, les discours sur les fractures territoriales sont très différents, tant en raison du court terme de

mécontentements localisés que du long terme de la construction des Etats. Mais n'observe-t-on pas une homogénéisation des outils d'aménagement, notamment sous l'influence des politiques régionales de l'Union européenne ? Et qu'attendre de la transition écologique pour faciliter l'identification et la promotion de nouvelles fonctions à ces territoires ?

Centre-ville

► Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs : entre enthousiasme et frustrations

Sénat - Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation, Délégation aux entreprises. Rémy Pointereau, Sonia de La Provôté, Serge Babary et Gilbert-Luc Devinaz

Rapport d'information, n° 910, 29 septembre 2022

Quel a été l'impact concret de la loi Elan sur la revitalisation des centres-villes et centres-bourgs en France ? Peut-on tirer un premier bilan des opérations de revitalisation des territoires (ORT) et du programme ACV ? Quelles sont les attentes des élus concernant le programme PVD, plus récent ? C'est pour répondre à l'ensemble de ces interrogations que la délégation aux collectivités territoriales et la délégation aux entreprises ont lancé, en février 2022, une mission conjointe de contrôle. Après de nombreuses auditions et déplacements sur le terrain auprès des élus locaux et des acteurs des programmes ACV et PVD, la mission formule trois constats concernant les programmes :

1. une méthode, appréciée des élus locaux, qui crée une dynamique de revitalisation et un élan partenarial ;
2. mais un sous-financement qui crée des frustrations chez les élus ;
3. et une mise en œuvre complexe, voire bureaucratique.

Sur la base de ces 3 constats, la mission propose 14 recommandations afin de renforcer la politique actuelle de revitalisation et d'enrayer une évolution aux conséquences potentiellement dramatiques pour les équilibres territoriaux.

► Synthèse ► Rapport (à paraître prochainement)

Collectivités locales

► Les communes nouvelles : un bilan décevant, des perspectives incertaines

Bruno Acar, Patrick Reix, Virginie Giudici

Inspection générale de l'administration (IGA), juillet 2022 (publié septembre 2022). 112 p.

Ce rapport dresse un bilan de la création des communes nouvelles et éclaire leurs perspectives de développement. Alors que ce dispositif offre aux élus locaux un réel espace de liberté, il peine encore à trouver sa place dans notre organisation territoriale. Des recommandations sont formulées pour relancer une dynamique qui s'est essouffée dans le cadre d'une réflexion, plus globale, sur l'évolution du bloc local et la relation entre communes et intercommunalités.

CRTE

► CRTE. Les fiches pratiques

ANCT, septembre 2022. 20 p.

Réalisé en partenariat avec l'AMF, Intercommunalités de France, ANPP, Cerema, CGDD, Ademe.



Dans la continuité des deux premiers guides, publication d'un nouveau guide méthodologique sur les CRTE. Composé de 5 fiches pratiques, ce guide propose des outils et exemples concrets aux collectivités pour mettre en œuvre et faire vivre leur CRTE. Il sera enrichi de manière continue de nouvelles fiches pratiques.

Culture - Patrimoine

► Les politiques du patrimoine en France

Fabien Van Geert

Cahiers français, n° 429, sept.-oct. 2022. pp. 5-15

L'action publique pour la protection du patrimoine en France a évolué depuis les années 1960 et 1980 à mesure que cette notion même se transformait, tant dans les textes de loi que dans la société. Cet article propose un retour sur ces évolutions, pour mieux comprendre les enjeux des politiques du patrimoine en France.

Démocratie participative



► La participation citoyenne : quelle idée !

Actes des rencontres européennes de la démocratie participative des 23 et 24 juin 2022

Conseil national des villes (CNV), ANCT, Urbact, Commission européenne. Septembre 2022. 123 p.

Voilà 40 ans que l'on (re)fait la ville, mais comment mieux prendre en compte les habitants dans la restructuration des espaces ? Comment impliquer les habitants dans ces démarches de participation ? Comment toucher les habitants les plus éloignés des processus démocratiques ? Les 23 et 24 juin derniers le Conseil national des villes et l'ANCT avec le réseau

Active Citizens d'Urbact et le programme européen Fostering Social Justice ont réunis citoyens, élus et personnalités au sein de l'hémicycle du Parlement européen. Un lieu de débats, de compromis et de construction de la loi, un lieu de démocratie européenne et donc un lieu propice aux échanges. Pendant ces deux jours se sont succédés des temps de plénières et des ateliers, et plus généralement des débats ouverts, non dirigés, pour partager et échanger sur les enjeux de démocratie participative.

► Retour en images

► Habitat social et participation citoyenne des habitants : quelles pratiques pour quels objectifs ?

Camille Duthy

Millénaire 3, septembre 2022

En 2017, près de 9 français sur 10 se disaient favorables à la démocratie participative. Si le champ de l'habitat n'échappe pas à cet impératif participatif, il n'évite pas non plus les critiques, que la démarche soit mise en œuvre par des institutions publiques ou privées. En somme, les revendications posent, à quelques nuances près, toujours la même question : « La participation produit-elle plus ou moins de démocratie ? ».

Développement et économie territoriale

► "Performances" territoriales : la prédominance des effets macro-régionaux

Olivier Bouba-Olga - SEP-DITP Pôle Datar, Région Nouvelle-Aquitaine, octobre 2022

Les débats sur les dynamiques territoriales sont souvent organisés autour d'oppositions entre métropoles, villes moyennes et petites villes, ou bien entre territoires urbains et territoires ruraux. Les auteurs proposent d'évaluer dans cet article l'influence respective de trois effets géographiques (effets taille, effets densité et effets macro-régionaux) sur un ensemble de variables socio-économiques d'intérêt, en se situant à l'échelle des intercommunalités de France métropolitaine et en mobilisant les données les plus récentes disponibles. Il s'avère alors que les effets macro-régionaux dominent largement les effets taille et les effets densité.

► Guide Renaissance industrielle : faire renaître l'industrie dans les territoires. Les clés du succès

Société d'encouragement pour l'industrie nationale, Banque des territoires, Bpi France, ANCT – Territoires d'industrie. Septembre 2022. 44 p.

Le programme Renaissance industrielle, participe à la réflexion autour des grands défis qui marquent l'industrie au XXIème siècle. Il réunit, par l'organisation de colloques, de visites d'usines, de déjeuners en régions, tous les acteurs engagés au service de la renaissance industrielle dans les territoires. L'ambition de ce guide est de mettre en lumière les étapes, obstacles et succès de l'entrepreneuriat industriel, pour s'en inspirer. Entreprises et acteurs publics, protagonistes de la Renaissance industrielle, racontent et révèlent les conditions partagées et particulières, qui font le succès de récents projets entrepreneuriaux et territoriaux.

Etat territorial

► À la recherche de l'État dans les territoires

Sénat (Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation) - Agnès Canayer, Eric Kerrouche

Rapport d'information, n° 909, 29 septembre 2022. 165 p.

Les rapporteurs ont souhaité prendre le pouls des élus locaux, au travers d'une large consultation conduite via la plateforme du Sénat, mais aussi des agents de l'État, par un questionnaire adressé aux préfets et sous-préfets. De ces enquêtes se dégagent nombre de points de convergence entre les différents acteurs de l'État territorial. Confrontés à une succession de réformes depuis une quinzaine d'années (révision générale des politiques publiques - RGPP -, modernisation de l'action publique - MAP -, « Action publique 2022 ») et à une accélération de leur enchainement, les collectivités territoriales, comme les services préfectoraux et déconcentrés, ont le sentiment de subir les

changements plutôt que d'y être associés. Par ailleurs, aucune évaluation rigoureuse et exhaustive de la réforme précédente ne détermine la réforme suivante. Au final, l'offre d'État répond mal, voire pas du tout, aux besoins des collectivités territoriales. Pour repenser l'État territorial, l'inspiration est à rechercher autour de la mise en œuvre de quelques grands principes au cœur de l'action publique : la subsidiarité, la différenciation territoriale, la contractualisation, une meilleure représentation des élus locaux dans la gouvernance des opérateurs de l'État... Les voies existent pour fluidifier et rendre plus efficace la relation entre un État recentré sur ses missions régaliennes et des collectivités territoriales librement administrées, dédiées au développement harmonieux de leurs territoires et au service de leurs habitants.

► Synthèse ► Rapport (à paraître prochainement)

Habitat - Logement

► L'impact à long terme des aides au logement sur le secteur locatif : l'exemple français

Banque de France, Céline Grislain-Letrémy, Corentin Trevien

Working paper, n° 886, septembre 2022. 43 p. (*en anglais*)

Dans de nombreux pays, les aides au logement versées aux locataires sont l'un des principaux outils de la politique du logement mais ont un impact inflationniste à court terme. Pour la première fois, en prenant l'exemple français, les auteurs évaluent l'impact à long terme des aides au logement sur le prix, la quantité et la qualité dans le secteur locatif privé. Ils montrent que les aides au logement ont un impact global à la hausse sur les loyers à long terme, même pour les locataires qui ne bénéficient pas des subventions. Cet impact inflationniste s'accompagne d'une augmentation de la quantité de logements locatifs ; aucun impact sur la qualité n'est détecté.

► La note

Métropolisation

► Un nouveau récit de la métropolisation : une opportunité pour une stratégie territorialisée de la planification écologique et solidaire

Cynthia Ghorra-Gobin

Fondation Jean Jaurès, septembre 2022. 17 p.

Dans une analyse comparée de la métropole de Lyon – 59 communes avec une population de 515 000 habitants – et de celle de Minneapolis-Saint Paul – 3,1 millions d'habitants – la géographe Cynthia Ghorra-Gobin met en évidence la singularité de la métropole en France et souligne la pertinence du niveau métropolitain pour conduire une stratégie de transition écologique et solidaire à l'heure de la planification écologique et solidaire de l'État. Elle énonce également quatre propositions pour traduire cette planification à l'échelle métropolitaine et ainsi territorialiser ses objectifs.

Numérique

► Fracture numérique : identifier les besoins pour agir localement

Ugo Soudrie et Hervé Guéry

Compas Zoom, n° 26, septembre 2022. 8 p.

L'état, ses opérateurs, les collectivités, les organismes de sécurité sociale, ont tous engagé une

transformation profonde de leurs modalités d'action au travers de la généralisation des procédures dématérialisées d'échange avec les citoyens. Le recours de plus en plus fréquent à ces procédures est venu renforcer le risque d'éloignement des publics fragiles des droits qui sont les leurs. Dans ce contexte, les acteurs sociaux sont en première ligne dans l'accompagnement des publics les plus fragiles et doivent disposer d'outils de connaissance de ces sujets pour construire des réponses adaptées.

Politique de l'alimentation

► Projets alimentaires territoriaux : « Plus vite, plus haut, plus fort »

Frédéric Marchand, Dominique Chabanet

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, juillet 2022. 50 p.

Cette mission d'évaluation et de préconisations sur les Projets alimentaires territoriaux (PAT) arrive à un moment charnière des problématiques liées à l'alimentation, tant sur la problématique de l'alimentation et des PAT stricto sensu, que sur les problématiques « connexes » que sont l'environnement, la santé, le fonctionnement démocratique de la société, la souveraineté alimentaire et la sécurité de l'approvisionnement, la politique sociale etc. Elle poursuit une réflexion sur l'alimentation durable et de proximité. Les recommandations faites s'organisent autour d'idées force : en affirmant le rôle de pilote que l'État doit tenir dans ce dispositif ; en sanctuarisant, à minima, une enveloppe de 80 M d'€ dans le budget de l'État ; en légitimant toutes les collectivités porteuses de PAT ; en revisitant le dispositif d'animation national du RNPAT ; en organisant la structuration des données à associer à ce réseau ; en contractualisant les PAT pour en faire des contrats de l'alimentation territoriale et durable permettant d'associer tous les acteurs et avoir de la visibilité à moyen et long terme ; en reconnaissant le caractère systémique du fait alimentaire et, de facto, faire des PAT des outils systémiques d'une alimentation durable et résiliente.

► Précarité alimentaire et crise sanitaire. Les fragilités et capacités de résilience du territoire de la Métropole européenne de Lille

Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole (Adulm), septembre 2022. 48 p.

Depuis plusieurs années, l'Agence s'est engagée avec les partenaires de terrain à observer et analyser des problématiques de pauvreté et de précarité à différentes échelles : métropolitaine, communale, intercommunale ou à l'échelle du quartier. C'est dans ce cadre que l'Agence a mené une observation spécifique sur cette problématique de la précarité alimentaire, reflet des situations de pauvreté et de précarité des habitants. Révélatrice des enjeux qui se jouent dans certains territoires, la crise sanitaire liée à la Covid-19 a exacerbé les disparités sociales et économiques. Face à des précarités qui persistent et d'autres qui émergent du fait de la crise, comment repenser la politique de lutte contre la précarité alimentaire pour pouvoir faire face à l'urgence et aux futures crises alimentaires ? Quels enseignements tirer de la crise sanitaire sur les territoires et les populations en matière de politique alimentaire et du droit pour tous d'accéder à une alimentation de qualité en quantité suffisante ?

Politiques temporelles

► Le temps passe pour les politiques temporelles

Benjamin Pradel

Millénaire 3, septembre 2022

Dans un dossier coordonné par Benjamin Pradel, sociologue, Millénaire 3 revient sur la genèse et les effets des politiques temporelles. Les politiques temporelles existent depuis 25 ans en France. Elles ont fait leurs preuves à plusieurs reprises de leur capacité à penser des sociétés et des villes plus vivables et durables via des actions concrètes malgré ou en accompagnement de l'individualisation des modes de vie, de la mondialisation des échanges et des transformations des économies. Retour sur plus de 25 ans de réflexion et d'expérimentations mettant en jeu le temps à travers une synthèse des ressources Millénaire 3 sur ce thème.

Santé

► L'état de santé de la population en France à l'aune des inégalités sociales

Guillaume Bagein, Vianney Costemalle, Thomas Deroyon et al.

Les dossiers de la DREES, n° 102, septembre 2022. 70 p.

La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) publie un dossier sur l'Etat de santé de la population en France avec une synthèse et une analyse des déterminants de de l'état de santé en mobilisant les données les plus récentes, avec un focus sur les inégalités sociales et territoriales de santé.

► Études sur la santé en milieu rural. Analyse de la répartition des médecins à l'échelle des bassins de vie

Emmanuel Vigneron, Association des maires ruraux de France (AMRF), septembre 2022. 15 p.

L'étude porte sur le manque de médecins en milieu rural et la répartition des médecins à l'échelle des bassins de vie. Par rapport à la moyenne nationale de 0,83 médecin généraliste (MG) pour 1.000 habitants, deux bassins de vie ruraux sur trois sont déficitaires (soit un manque de 3.388 MG) et, à l'inverse, des bassins de vie urbains sont excédentaires (au total de 2.266 MG). L'étude met en avant une nette différence entre une moitié nord de la France davantage déficitaire et une moitié sud comptant de nombreux bassins de vie excédentaires – notamment dans le quart sud-est. L'AMRF rappelle en outre deux chiffres : "10 millions de Français vivent dans un territoire où l'accès aux soins est de qualité inférieure à celle de la moyenne du pays" et "6 millions d'entre eux résident à plus de 30 minutes d'un service d'urgence". L'étude analyse également les écarts de répartition de médecins dans 11 spécialités les plus fréquentes.

► Inégalités territoriales de répartition des infirmières libérales : quel impact des restrictions à l'installation en zones sur-denses et des incitations financières en zones sous-denses ?

Institut de recherche et de documentation en économie de la santé (Irdes), Fanny Duchaine, Guillaume Chevillard, Julien Mousquès

Questions d'économie de la santé, n° 270, juillet-août 2022. 6 p.

À l'instar d'autres professions de santé de premiers recours, et en dépit d'une forte progression de leurs effectifs, les infirmières libérales restent inégalement réparties sur le territoire. Afin de réduire les disparités de ces professionnelles, occupant une place particulière dans l'offre de soins de proximité, les pouvoirs publics ont mis en place un « zonage infirmier » sur l'ensemble du territoire depuis 2012. Ce dernier sert de cadre d'application à des mesures restrictives à l'installation dans les zones mieux dotées et incitatives dans les zones déficitaires. L'objectif est ici d'estimer les effets de la mise en

œuvre de ce zonage infirmier, et des dispositifs associés, sur la répartition territoriale et l'activité des infirmières libérales. À partir d'une analyse de l'évolution d'indicateurs d'offre de soins et de l'estimation de l'impact de ces mesures, les résultats montrent un effet positif mais la nécessité d'y adjoindre des mesures complémentaires pour attirer les infirmières libérales dans les territoires les moins bien dotés.

Sobriété foncière

► Le ZAN, avancement et enjeux pour sa mise en œuvre

Intercommunalités de France

Focus, septembre 2022. 24 p.

Ce Focus est consacré à l'avancement et aux enjeux de la mise en œuvre du Zéro artificialisation nette (ZAN) dans les territoires. Fondé sur une enquête à laquelle ont répondu plus de 150 intercommunalités, cette publication illustre le ressenti des élus locaux sur la question de la mise en œuvre du ZAN. À l'appui des discussions organisées dans le cadre des rencontres régionales d'Intercommunalités de France, le Focus fait également un état des lieux de l'avancement des discussions territoriales dans cinq régions. Enfin, la publication propose un rappel des principales dispositions applicables en matière de ZAN et une présentation des propositions d'adaptation portées par Intercommunalités de France.

► Quel développement territorial à l'ère du Zéro artificialisation nette ?

Institut Rousseau, septembre 2022

Depuis la loi du 13 avril 2013, le taux d'artificialisation des sols est compris dans les 10 nouveaux indicateurs de richesse nationaux. Face à l'état de fait — 9 % du sol français est artificialisé et la dynamique d'urbanisation est quatre fois plus rapide que la dynamique démographique — les lois ALUR (2014), ELAN (2018) et SRU (2000) précisaient déjà la volonté de sobriété foncière et de limitation de l'étalement urbain. L'objectif ZAN (Zéro artificialisation nette) interroge sur la manière la plus souhaitable de faire la ville de demain et de l'acceptabilité de ces modèles de développement.

Nombreux sont les élus locaux qui font part de leurs difficultés à amorcer de nouveaux projets urbains car l'acte de construire est associé à la bétonisation et se heurte à une hostilité grandissante des populations locales. Par ailleurs, cet objectif n'est pas vécu de la même façon en fonction des typologies de territoire, des dynamiques d'artificialisation et des besoins en développement.

L'Institut Rousseau propose, dans deux notes complémentaires, de s'intéresser aux politiques du logement et de développement économique qui dictent le quotidien des élus locaux, selon les types de territoire, urbain et rural, tendu ou détendu.

► Note 1 - Habiter la France

► Note 2 - Produire, consommer et travailler en France en 2050

Société

► Fractures françaises - 10ième baromètre

Ipsos, Sopra-Steria, Le Monde, le Cevipof et la Fondation Jean Jaurès. Octobre 2022. 136 p.

Quel est l'état de la société française et du paysage politique après une année 2022 marquée par des élections ? Un été d'événements climatiques extrêmes et un automne de tension sur l'énergie ont-ils un impact sur l'état de l'opinion et modifient-ils les préférences politiques ? L'étude souligne que si la

confiance de l'opinion dans le pouvoir politique s'améliore, le niveau de mécontentement général reste élevé.

Tiers-lieux

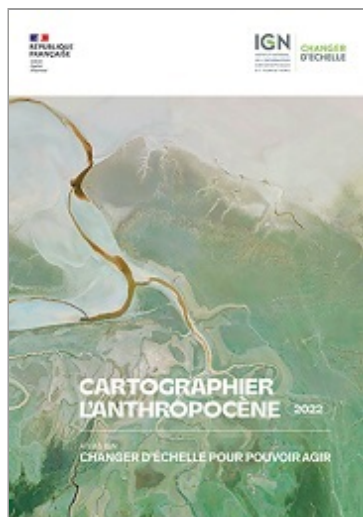
► Tiers-lieux : les conditions d'une véritable hybridation. Des laboratoires d'expérimentation de l'avenir ?

Gabrielle Halpern

Fondation Jean Jaurès, septembre 2022. 15 p.

Au sein des territoires, ruraux, périphériques comme urbains, des endroits insolites mêlent des activités qui a priori n'ont pas grand-chose à voir ensemble. Comment comprendre la multiplication de ces tiers-lieux ? En quoi ces espaces pourraient amener de nouvelles formes de création de collectif ? Dans une analyse en partenariat avec le mouvement associatif "Les Petits Débrouillards", la philosophe Gabrielle Halpern livre sa vision de ces évolutions.

Transitions



► Cartographier l'anthropocène. Changer d'échelle pour pouvoir agir - Atlas

Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), septembre 2022. 86 p.

L'été 2022 a été marqué par l'intensité et la succession de records de chaleur, sécheresse, méga-feux de forêts, inondations et épisodes de vent violents. Face à ces bouleversements, l'IGN, dans sa mission d'appui aux politiques publiques, s'est engagé à développer une capacité d'observation en continu. L'enjeu : produire des cartes thématiques sur un nombre limité d'enjeux écologiques majeurs qui rendent compte des changements

rapides du territoire et des conséquences sur l'environnement. Les cartes de l'anthropocène permettront ainsi d'établir des diagnostics partagés et d'offrir des outils mobilisables par les acteurs pour parler un langage commun et relever les défis environnementaux.

► L'atlas

► Les 4 fondamentaux de la conduite de changement systémique. Quatre principes directeurs repérés dans les territoires pionniers pour engager, coopérer, piloter et révéler la valeur des transitions.

La Fabrique des transitions, septembre 2022. 34 p.

Cette publication donne à voir les principes qui guident l'esprit et la démarche de la Fabrique des transitions et propose une synthèse de principes directeurs pour conduire une transformation systémique dans les territoires. Ces principes ne sortent pas du chapeau : ils sont issus de l'expérience et des enseignements de dizaines de territoires et expériences pilotes, ainsi que de nombreuses études et recherches-actions portées par les alliés. Ils ont depuis été mobilisés et éprouvés, au sein de la Fabrique des transitions, lors des Journées d'initiation à la conduite de changement systémique (en partenariat avec le ministère de la Transition écologique) ou dans le cadre du parcours

d'accompagnement de 10 territoires pilotes (en partenariat avec l'Ademe), ainsi que par les alliés de la Fabrique.

► La publication

► Étude prospective sur la stratégie bas carbone des OPH à horizon 2050 : enjeux carbone, axes d'action et questions structurantes à voir

Fédération des Offices publics de l'habitat (FOPH), Cabinets Carbone 4 et Erese

Cette publication propose une évaluation de la performance énergétique et environnementale du parc des OPH et identifie les grands enjeux d'une trajectoire compatible avec la stratégie nationale bas-carbone.

► L'étude

Urbain

► Inventer les villes durables. Idées et outils pour relever les défis d'aujourd'hui

Maxime Guillaud, Matthieu Chéreau

Dunod, septembre 2022. 192 p. (Hors collection)

Cet ouvrage expose dans une première partie les quatre piliers de la ville durable sans lesquels aucune transition pérenne ne sera possible. Puis, en s'appuyant sur des exemples de villes françaises et internationales ayant déjà commencé à se réinventer, il détaille les solutions qui s'offrent aux villes pour relever le défi de la durabilité et formule des propositions pour aller plus loin. Tous les acteurs de la ville, collectivités, entreprises et associations, trouveront dans ce livre une vision concrète des objectifs à atteindre ainsi que des nouvelles méthodes à appliquer pour offrir aux citoyens de meilleures conditions de vie dans les années à venir. Comment repenser la ville pour répondre aux enjeux d'aujourd'hui et de demain ?

► L'urbanisme transitoire, une pratique qui se pérennise

Institut Paris région, Cécile Diguët

Note rapide Territoires, n° 952, septembre 2022. 5 p.

Ces dix dernières années, l'urbanisme transitoire, qui regroupe les initiatives visant à réactiver la vie locale de façon provisoire sur des terrains ou des bâtiments inoccupés, s'est diffusé dans les pratiques de la fabrique des villes et des territoires. Même si elle représente une part encore minoritaire, cette nouvelle façon d'imaginer les transformations urbaines s'est révélée être un outil majeur de redynamisation locale et une clé pour des projets urbains plus inventifs.

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille

>> **S'abonner au bulletin : accès direct à l'encart d'inscription**

>> **Nous contacter : veille.anct@anct.gouv.fr**

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20, avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr



© 2022 Agence nationale de la cohésion des territoires

[Voir la version en ligne](#)

[Se désinscrire](#)